

La béquille inflationniste

Il y a un danger réel que les gouvernements remplacent de plus en plus le secteur privé comme source d'emplois



**LAURENT
DESBOIS**

*L'auteur est
président
de la société
d'investissements
Fjord Capital.*

Le tsunami financier de l'été 2007 a été caractérisé par l'éclatement de la

bulle du crédit. S'en est suivi la crise économique en 2008 générée par un consommateur qui ne veut (et qui ne peut) plus emprunter, réduisant du coup l'activité économique.

La réponse gouvernementale au Canada, et surtout aux États-Unis, a été d'augmenter de façon substantielle les dépenses et les déficits. Ces déficits sont nécessaires afin d'éviter que le taux de chômage n'augmente trop.

La culture de la dette cependant n'a pas changé avec l'éclatement de la bulle du crédit. On remplace tout simplement la dette privée par la dette publique. La nature humaine étant ce qu'elle est, la liste de demandes d'interventions de la part des gouvernements risque de s'allonger de façon substantielle. La pression sera grande, surtout aux États-Unis après avoir tant dépensés pour sauver les banques et les compagnies d'assurance.

Par contre, à long terme, ces dépenses ne rendront pas nos économies dynamiques. Il y a un danger réel que la béquille gouvernementale remplace le secteur privé comme source d'emplois.

La conséquence de cette intervention sans fin des gouvernements sera l'inflation. Tout simplement parce qu'il sera plus facile de réduire la dette en imprimant de l'argent qu'en taxant les revenus. Et aussi parce que, malgré la crise, seule l'innovation du secteur privé peut augmenter la capacité productive de l'économie, augmentation requise pour limiter les hausses de prix.

Seule l'innovation du secteur privé peut augmenter la capacité productive de l'économie, augmentation requise pour limiter les hausses de prix.

Dans un contexte de fortes dépenses gouvernementales, les banques centrales n'auront pas l'indépendance nécessaire pour restreindre l'inflation. Si les gouvernements élus engrangent des déficits qui génèrent de l'inflation, sur quelle légitimité démocratique les banques centrales peuvent-elles s'appuyer pour réduire l'inflation? Les pressions seront énormes pour ne pas augmenter les taux d'intérêt.

Au Canada, nous avons le bénéfice d'être producteur de matières premières dont les prix augmenteront. Nous deviendrons de grands rentiers en recevant nos royautés. Comme dit l'investisseur américain Jim Rogers, dans ce monde infla-

tionniste, ce ne sont pas les banquiers, mais les fermiers qui vont conduire des Lamborghini.

Cependant, les conséquences seront désastreuses pour les pays manufacturiers qui importent des matières premières, et pour les États-Unis. Outre le transfert de richesse massif vers les producteurs de matières premières, ainsi que le transfert des poids politique,

économique et probablement militaire qui y seront associés, le désordre social inhérent à l'inflation ne peut être sous-estimé. Lénine aurait dit que la meilleure façon de détruire le capitalisme est de dévaluer sa devise, car l'inflation provoque un transfert massif de richesse entre épargnants et emprunteurs, entre rentiers et producteurs, et entre générations, tout en écrasant la classe moyenne

d'une combinaison d'impôts élevés et des prix qui ne cessent de monter.

Il n'y a pas eu de discussion sur la place publique quant à la nature temporaire que doit avoir cette augmentation du rôle des gouvernements. En effet, en laissant ainsi le génie sortir de sa bouteille, on risque fortement de semer les graines de la prochaine crise.

Clairement, cette route ne doit pas être prise. La classe politique aura-t-elle le courage de faire demi-tour dans un an ou deux lorsque la crise financière sera derrière nous? Le débat doit commencer aujourd'hui, surtout chez nos voisins du Sud.